

ÉRADIQUER LE PATRIARCAT (Y COMPRIS) DANS LA CONSTRUCTION DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE



Les Amis
de la Terre
International

DÉCEMBRE | 2021

DOCUMENT DE POSITION – AMIS DE LA TERRE INTERNATIONAL



Sans le féminisme populaire il n'y a pas de souveraineté alimentaire

L'objet de la présente publication est de rendre visibles les débats et les réflexions de la fédération Amis de la Terre International au sujet des liens entre la justice de genre, le démantèlement du patriarcat et la souveraineté alimentaire. Il s'agit d'un travail en collaboration du programme Souveraineté alimentaire et du Groupe de travail sur la justice de genre et le démantèlement du patriarcat.

NADIA
2021

ÉRADIQUER LE PATRIARCAT (Y COMPRIS) DANS LA CONSTRUCTION DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE



INTRODUCTION

La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. Elle place les producteurs, distributeurs et consommateurs des aliments au cœur des systèmes et politiques alimentaires en lieu et place des exigences des marchés et des transnationales. Elle défend les intérêts et l'intégration de la prochaine génération. Elle représente une stratégie de résistance et de démantèlement du commerce entrepreneurial et du régime alimentaire actuel. Elle donne des orientations pour que les systèmes alimentaires, agricoles, halieutiques et d'élevage soient définis par les producteurs locaux.

La souveraineté alimentaire donne la priorité aux économies et aux marchés locaux et nationaux et fait primer une agriculture paysanne et familiale, une pêche traditionnelle, un élevage de pasteurs, ainsi qu'une production, distribution et consommation alimentaires basées sur la durabilité environnementale, sociale et économique.

La souveraineté alimentaire promeut un commerce transparent qui garantisse un revenu juste à tous les peuples et les droits des consommateurs à contrôler leurs aliments et leur alimentation. Elle garantit que les droits d'utiliser et de gérer nos terres, territoires, eaux, semences, bétail et biodiversité soient aux mains de ceux et celles qui produisent les aliments.

La souveraineté alimentaire implique de nouvelles relations sociales, sans oppression et inégalités entre les hommes et les femmes, les peuples, les groupes raciaux, les classes sociales et les générations.

Déclaration de Nyéléni.¹

Le concept de souveraineté alimentaire, développé par La Via Campesina, est devenu d'un emploi courant à partir du Sommet mondial de l'alimentation, en 1996. Il est présent dans le débat agricole international et dans les instances où l'on vise à promouvoir la formulation de politiques publiques alimentaires. Sa définition s'adapte aux personnes et aux lieux où il est appliqué.

« La souveraineté alimentaire concerne la solidarité plutôt que la compétition. C'est la construction d'un monde plus juste de la base vers le sommet, en réponse et à la place du modèle néolibéral de mondialisation économique. De par son caractère internationaliste, elle offre un cadre pour la compréhension et la transformation de la gouvernance internationale concernant les aliments et l'agriculture. »

La Via Campesina.²

Ce concept est fondamental pour le travail du *programme Souveraineté alimentaire* avec les organisations membres des Amis de la Terre International (ATI). Le programme fait le lien entre ce que les organisations membres et les régions doivent promouvoir pour que les peuples puissent choisir et contrôler leurs propres systèmes alimentaires, dirigés par des organisations de femmes, de paysans et paysannes, de peuples autochtones et d'afro-descendants. Nous visons à jouer le rôle de pont entre ceux qui produisent les aliments et ceux qui les consomment, et à appuyer également les petits agriculteurs et agricultrices. Nous nous opposons au pouvoir des entreprises qui détruit les moyens d'existence et l'environnement, qui apporte la faim et les conflits dans les communautés. Avec ces mouvements sociaux et d'autres espaces politiques nous promovons la vision de la souveraineté alimentaire et nous réclamons des politiques publiques qui la soutiennent aux niveaux local, national et international.

Le présent document s'est inspiré de travaux précédents à ce sujet, tels que *Les femmes et la souveraineté alimentaire : les voix des femmes rurales du sud*,³ et des publications d'organisations alliées, comme *Sans le féminisme il n'y a pas d'agroécologie*,⁴ et sur divers numéros du Bulletin de Nyéléni.^{5,6}

Dans ce document, les membres du *Groupe de travail sur la justice de genre et le démantèlement du patriarcat* (GTJGDP) d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Europe, d'Asie-Pacifique et d'Afrique racontent leurs expériences régionales dans les luttes pour la souveraineté alimentaire qui intègrent la perspective féministe et la justice de genre. Leurs réflexions nous permettent de mieux comprendre pourquoi nous affirmons que « sans féminisme il n'y a pas de souveraineté alimentaire », comment la fédération reconnaît que ces tâches impliquent une proportion plus forte de travail de la part des femmes, et comment nous promovons l'égalité de droits et l'équité en tant que clés pour construire, soutenir et développer les pratiques agroécologiques qui nourrissent le monde.

Les réflexions du GTJGDP nous permettent aussi de mieux comprendre comment le système alimentaire industriel tire profit de l'exploitation patriarcale du travail des femmes, et nous montrent des options autres que l'exploitation capitaliste, avec l'agroécologie et l'écoféminisme comme des outils clés pour que la souveraineté alimentaire devienne réalité.



Marche de la Journée internationale des femmes en Australie.
© Amis de la Terre Australie

COMMENT LE SYSTÈME ALIMENTAIRE INDUSTRIEL TIRE-T-IL PROFIT DE L'EXPLOITATION DU TRAVAIL DES FEMMES DANS LE CADRE DU PATRIARCAT ET DE LA DIVISION SEXUELLE DU TRAVAIL ?

L'agro-industrie est un mode de production et de commercialisation dirigé par les grandes entreprises, axé sur la recherche du profit économique, surtout par l'exportation vers les circuits internationaux, ou comme moyen de domination des pauvres par le contrôle de l'accès à la nourriture.⁷ Elle se développe dans un système comme le système capitaliste, « qui privilégie le gain au détriment des droits et de la santé de nos peuples et territoires, des cycles et des équilibres écologiques ».⁸

« L'agriculture industrielle et le patriarcat ont beaucoup en commun. Les deux sont associés à l'autorité, à la domination d'un groupe par un autre. Les deux essaient de réduire les possibilités pour les femmes de participer à la prise de décisions, et de limiter encore davantage l'accès des femmes aux ressources, qu'il s'agisse de semences, d'eau ou de terre. »

Rizwana Hasan, BELA/Amis de la Terre Bangladesh.

Le système extractiviste et agro-industriel est d'origine coloniale, mais il continue d'avancer sur les territoires du monde grâce à la mondialisation néolibérale et au pouvoir des sociétés transnationales, en déplaçant les communautés et les systèmes de production locaux.⁹

L'agro-industrie exploite les ressources et les biens communs comme s'ils étaient illimités, et elle fait de même avec le corps des femmes. « L'exploitation commence par le corps des femmes. Quand on analyse l'exploitation de la terre on oublie que les femmes sont les premières à subir cette exploitation », affirme Leticia Paranhos, coordinatrice du programme d'ATI Justice économique et résistance au néolibéralisme.

Bien qu'elles se chargent de la production de 60% à 80% des aliments dans les pays en développement et de 50% de la production mondiale,¹⁰ les femmes sont les plus exposées à la faim,¹¹ parmi les injustices économiques et de genre qu'elles subissent.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) prévoit une crise alimentaire imminente par suite de la pandémie de COVID-19, mais cette situation est présente depuis longtemps dans beaucoup de régions. En 2018, la faim touchait près de 821 millions de personnes, dont 70% étaient des femmes.¹²

À l'heure actuelle, environ 1 600 millions de femmes sont agricultrices (soit plus d'un quart de la population du monde), mais elles ne sont propriétaires que de 2% des terres et ne reçoivent que 1% de tous les crédits.¹³

Partout dans le monde, les femmes restent les principales responsables des soins et des tâches domestiques qui ne sont ni rémunérées ni reconnues dans leurs familles et leurs communautés. En plus, elles se heurtent à la discrimination fondée sur le genre dans des situations qui vont de la possession de la terre au salaire ; à cela s'ajoute l'absence de politiques publiques spécifiques qui garantissent leur accès à des droits tels que l'éducation, la santé et le travail, ce qui aggrave les inégalités dont elles sont victimes par rapport aux possibilités dont jouissent les enfants et les hommes.



Programme de sensibilisation et de formation en agroécologie pour les femmes, au Centre d'agroécologie et d'agrosylviculture de Sahabat Alam Malaysia (SAM – Amis de la Terre Malaisie), à Marudi, au Sarawak. © Amelia Collins

Les femmes constituent 43% de la main-d'œuvre agricole mais n'ont pas un accès proportionnel aux ressources productives et aux opportunités d'emploi.¹⁴ Elles perçoivent un salaire inférieur de 25% à celui des hommes, et sont discriminées dans l'accès à la terre, qu'il s'agisse d'acheter un terrain ou de détenir un titre de propriété à leur nom (sans dépendre d'un lien familial avec un homme) : moins de 13% des propriétaires de terres agricoles sont des femmes.¹⁵

80% des aliments du monde sont produits dans de petites exploitations familiales, où les femmes jouent un rôle fondamental dans toutes les étapes de la production. En plus de s'occuper des cultures et des potagers familiaux, les femmes jouent aussi un rôle fondamental dans la pêche artisanale, dans le stockage, la conservation et la reproduction des semences indigènes et locales, et se chargent en même temps des tâches domestiques et du soin de la famille, sans recevoir de rémunération.

L'agriculture industrielle est axée sur la monoculture, sur les produits de base et sur la commercialisation par le biais des grandes chaînes de distribution, mais elle ignore que ce qui nourrit vraiment les gens ce sont les jardins et les marchés locaux auxquels participent les femmes.

Les paysans qui subissent de fortes pertes économiques à cause de l'agriculture industrielle finissent par émigrer pour trouver du travail ailleurs, et laissent les femmes se charger des soins du foyer et de la famille.

Ainsi, l'agro-industrie avance sur les peuples et les territoires ; elle accapare des terres et, au moyen du harcèlement et de la criminalisation des personnes qui défendent les droits des peuples, ils déplacent les paysannes et les paysans. Elle limite ainsi la production d'aliments sains et entrave la construction de la souveraineté alimentaire.

D'autre part, l'agro-industrie porte atteinte en particulier au système hormonal et reproducteur des femmes de par sa nature polluante, qui comprend la culture d'organismes transgéniques et l'application de produits agricoles toxiques. Des études scientifiques révèlent l'impact évident de ces produits sur le corps des femmes : « De nombreux produits agricoles toxiques sont simultanément la cause de maladies chroniques comme le cancer, la leucémie et les troubles endocriniens, ainsi que de malformations ».¹⁶ Un exemple en est tout le processus de production que comportent les plantations industrielles de canne à sucre, où travaillent des femmes et des enfants, dans les pays centraméricains.

Silvia Quiroa, de CESTA (organisation membre des Amis de la Terre International à El Salvador) précise que la production agro-industrielle où les paysans sont exposés à des produits toxiques a eu « de fortes répercussions sur la santé des femmes » et des cas d'insuffisance rénale dont souffrent autant les femmes que les hommes. À cela s'ajoutent « toutes les tâches qu'on a laissées aux filles ; celles-ci passent une bonne partie du temps qu'elles devraient consacrer à leur formation et à leur éducation à assurer des tâches dangereuses, comme celles que comporte le traitement de la canne à sucre : d'après les entreprises, il faut la brûler pour que le rendement soit un peu meilleur, et les filles sont exposées à la pollution qui se produit au moment du brûlage », explique Quiroa.

Et, au bout du compte, ce sont les grandes entreprises (transnationales ou nationales) qui récoltent les bénéfices découlant de tout le processus de production de la canne à sucre, car elles vendent les produits dérivés dans les hypermarchés ou en exportent la matière première, ce qui rend absolument invisible tout le travail féminisé qui est derrière et les graves atteintes à la santé humaine et à l'environnement que comporte cette production.

On retrouve la même situation dans le cas d'autres cultures industrielles quand elles emploient des pesticides nuisibles à la santé des femmes enceintes ou en âge de procréer. Quiroa ajoute : « On considère souvent que ces tâches sont réservées aux hommes, mais les femmes participent aussi à presque tout le processus, y compris aux activités sur le terrain ou à l'entretien de la propriété, et cela implique d'exposer constamment les enfants et les femmes à cette pollution ».

Ces problèmes de santé existent dans toutes les régions. Depuis le Nigeria, Mariann Basse dit : « Les femmes sont plus vulnérables aux dangers pour la santé que comportent les entreprises géantes, par exemple à cause de leurs émissions de gaz [méthane, éthane, propane, isobutane, n-butane, iso-pentane, n-pentane, CO₂, H₂S, He et N₂]. Du fait de sa composition, la combustion en torchère produit des émissions riches en dioxyde de carbone, azote, soufre, suie et des substances cancérigènes comme le toluène et le benzène, un polluant atmosphérique bien connu. Ces composés contribuent non seulement à la présence de gaz à effet de serre dans l'atmosphère mais à la crise climatique et aux troubles de santé des personnes ». Le gaz brûlé dans la région du Delta du Niger, au Nigeria, a été identifié comme le responsable de la pluie acide qui pollue les rivières et les ruisseaux, abîme la végétation et les terres arables, et corrode les toits des maisons.¹⁷ « Ceci a provoqué également une diminution de la production agricole. Le sol perd sa fertilité à cause de la pollution atmosphérique. À cause des torchères et de la pollution, les moyens de subsistance des agriculteurs sont détruits », ajoute Basse.

L'agriculture industrielle expose les femmes à de plus graves dangers car elle mine leurs moyens d'existence. Ivana Kulic, d'Amis de la Terre Bosnie-Herzégovine, affirme : « Les entreprises qui vendent des pesticides sont propriétaires des entreprises qui vendent des semences, et leur modèle agricole, qui dépend de l'achat de semences hybrides et de produits chimiques, favorise les grandes exploitations à forte intensité de capital. Les femmes ont systématiquement moins d'accès à la terre et au capital que les hommes et, bien que leur niveau de connaissance des systèmes agricoles soit souvent sophistiqué, elles n'ont toujours pas voix au chapitre au moment de déterminer les options concernant les technologies agricoles et la production d'aliments ».



Une paysanne robuste apprend et pratique l'agroécologie à Xai-Xai, au Mozambique.
© JAI – Amis de la Terre Mozambique

En outre, le secteur agricole paie les femmes des salaires inférieurs d'environ 25% à ceux des hommes, dit Kulic : « En maintenant les femmes dans les postes prescrits par les normes patriarcales, le système capitaliste est sûr d'obtenir des bénéfices constants car il compte sur une main-d'œuvre qui ne reçoit pas de salaires décents mais qui continue de contribuer à l'économie agricole ».

L'AGROÉCOLOGIE EN TANT QU'OUTIL POUR LA CONSTRUCTION DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET L'ÉRADICATION DU PATRIARCAT

L'agroécologie est un des principaux instruments politiques pour parvenir à la souveraineté alimentaire : en tant que mode de vie et que discipline scientifique, elle est capable de s'adapter et d'être appliquée à des écosystèmes et des cultures diverses. Il s'agit d'une forme d'agriculture pour les peuples, et non pour les multinationales, qui pourrait nourrir le monde entier tout en protégeant la vie et en augmentant la résilience face à la destruction de l'environnement.

Pour y parvenir, il est important d'augmenter l'échelle de la production agroécologique ; cela implique à son tour de promouvoir, dans toutes nos pratiques, l'égalité et l'équité dans les rapports entre les genres. Dans ce sens, il faut analyser l'impact des agro-industries sur la concentration de l'industrie alimentaire et sur la reproduction ou l'approfondissement des rapports de genre inégalitaires. En même temps, comme le mouvement féministe nous a permis de l'apprendre, à moins de combattre le comportement patriarcal et les rapports de pouvoir fondés sur le genre (y compris dans les pratiques de l'agroécologie) il ne sera pas possible de faire davantage de progrès vers le changement de système pour lequel nous nous battons. Dans ce sens, il faudra aussi s'attaquer aux conceptions hégémoniques ou binaires qui existent encore dans nos organisations, et intégrer une perspective de genre et de diversité sexuelle.

Nous savons que les femmes sont aux premiers rangs dans la défense des terres et des territoires, et qu'elles luttent en même temps pour leur autonomie physique et économique. Nous devons accompagner et appuyer ces luttes pour leurs droits, en montrant le rôle clé que

jouent les femmes et les jeunes dans la conservation et la transmission de savoirs, et dans la préservation et la reproduction des semences indigènes au moyen de méthodes ancestrales agroécologiques qui ont la capacité d'adapter, de réinventer, de créer et de soutenir des systèmes économiques et alimentaires justes et solidaires.

« Nous devons affronter ce qu'on appelle 'division sexuelle du travail', et problématiser les rôles que les femmes et les hommes jouent traditionnellement dans la société, parce que ces rôles ne sont pas naturels, ils ne font pas partie d'un destin biologique. Ils ont été construits dans la société au cours des siècles, accompagnés par le développement du capitalisme, au profit des leaders et des élites. Cela se voit clairement dans le modèle de l'agro-industrie. »

Celia Alldridge, ex-facilitatrice du Groupe de travail sur la justice de genre et le démantèlement du patriarcat des Amis de la Terre International.

Du moment que les rapports de genre ont été et sont encore construits dans le domaine social et culturel, ils peuvent (et doivent) être déconstruits en quête de relations plus justes, équitables, égalitaires et non violentes. Cette quête fait partie du changement de système pour lequel luttent les Amis de la Terre International.

Le patriarcat, le racisme, le (néo)colonialisme, l'oppression de classe, le néolibéralisme, l'extractivisme, l'hétéronormativité et le capacitisme ne peuvent pas être combattus de manière isolée. Le changement de système doit avoir lieu de façon structurelle, avec une perspective de classe, de genre et ethnico-raciale, sans tourner le dos à personne, pour venir à bout des systèmes qui dévalorisent, oppriment et exploitent les femmes, les peuples et l'environnement.

LES LIENS DU FÉMINISME AVEC L'AGROÉCOLOGIE. POURQUOI NOTRE VISION DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE A-T-ELLE BESOIN D'UNE PERSPECTIVE DE JUSTICE DE GENRE ET DE DÉMANTÈLEMENT DU PATRIARCAT ?

« Au croisement de l'agroécologie et du féminisme, les femmes construisent une identité collective comme sujets de droits qui leur ont été historiquement refusés. »¹⁸

L'agroécologie est féministe parce qu'elle est fondée sur des relations de production respectueuses de l'environnement, et sur des rapports de pouvoir équitables et égalitaires ; ce sont-là des principes et des pratiques féministes clés.

« Pour les Amis de la Terre International, la construction de la souveraineté alimentaire exige d'éveiller le sujet politique chez les femmes. Voilà pourquoi nous insistons beaucoup sur la formation en justice de genre dans tous les programmes de la fédération pour construire un monde nouveau. »

Marília de Medeiros Gonçalves, Amis de la Terre Brésil.

La division sexuelle du travail fait que les femmes soient historiquement et socialement responsables du foyer, des enfants et des semences, dans le monde entier. La souveraineté alimentaire est la lutte des peuples pour leur autodétermination, et la défense des semences indigènes en est un élément central ; c'est pourquoi

cette dernière doit être encouragée en même temps que les luttes féministes pour l'émancipation et l'autonomie des femmes.

« Il n'y a pas d'agroécologie sans féminisme » est une devise qui est devenue de plus en plus importante ces dernières années pour orienter notre travail en tant qu'Amis de la Terre International, et que nous avons en commun avec des mouvements alliés comme la Marche mondiale des Femmes et La Vía Campesina.

« Historiquement, les femmes ont assumé une bonne partie des actions associées à tout le système de vie qui prévaut dans les familles rurales, comme le soin des semences, la défense de l'eau, le soutien de la vie en famille, les luttes pour la terre et le territoire et les réformes agraires intégrales. Il est nécessaire de redéfinir le rôle que joue la nourriture dans le soutien de la vie et la manière dont nous, les femmes, avons lutté pour les biens essentiels à la vie. »

Silvia Quiroa, CESTA/Amis de la Terre El Salvador.

Le fait d'associer la durabilité de la vie et la justice environnementale et sociale au féminisme et à l'analyse féministe de l'économie en tant qu'axes pour l'organisation de nos sociétés permet de montrer les rapports de réciprocité et de dépendance entre les êtres humains et la nature.¹⁹

« Si nous accordons de l'importance au rôle des femmes dans l'agriculture ce n'est pas parce que nous sommes mères ou parce que nous avons des liens biologiques avec la Terre mère, mais parce que nous avons une relation historique, spirituelle et activiste avec nos territoires. Nous ne partons pas d'un soi-disant 'destin biologique' pour justifier la valeur que nous attribuons aux femmes dans leurs rôles agricoles », dit Celia Alldridge, en rappelant que le groupe de travail du programme JGDP s'est engagé à intégrer la perspective écoféministe dans toute la fédération, car il s'agit d'une philosophie et d'une pratique qui œuvrent pour changer le tissu social [dominant] afin que soient respectés les fondements matériels et sociaux qui soutiennent la vie.²⁰

Nous voulons démonter toutes les structures de pouvoir et d'oppression en partant d'un féminisme anticapitaliste, de base, paysan et construit avec les femmes et les personnes LGBTIQ+ au moyen de l'action politique, de nos luttes dans les rues et dans les territoires.

La prévention de la violence à l'égard des femmes et des personnes LGBTIQ+ est aussi un principe que le mouvement féministe a introduit dans le mouvement pour la souveraineté alimentaire et l'agroécologie. Ce principe coïncide avec le processus interne des Amis de la Terre International, qui vise à intégrer la prévention de la violence de genre dans toutes les solutions que nous proposons.

Le modèle de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie, qui inclut la mise en pratique de la solidarité, est clairement un moyen de construire le changement de système que défendent les Amis de la Terre International et d'inclure le féminisme « par le biais d'actions collectives qui remettent en question les rôles de genre ainsi que les paradigmes de l'inégalité, de l'oppression et de l'exploitation. »²¹

Cependant, « il faut se demander comment les mouvements peuvent formuler des stratégies globales pour récupérer ou faire revivre les souvenirs concernant la production et la souveraineté alimentaire des peuples traditionnels et des paysannes en particulier. Ceci doit être fait dans la perspective de la construction d'une culture alimentaire qui ne soit pas associée au système de production

mondialisé. Au niveau de la base, des systèmes de production et de reproduction ont été créés, où les femmes jouent un rôle central. Les femmes n'ont pas toujours été considérées comme ayant participé à la construction de ces systèmes, mais c'est grâce à leur travail que les bases ont été jetées. Évidemment, il serait contre-productif de reproduire ici la division sexuelle du travail qui nous a menés à la crise actuelle de l'économie des soins et qui s'est traduite par des pressions plus fortes sur les femmes. Il faut renverser cette situation, mais comment ? Une solution consisterait à considérer les activités de soins comme essentielles pour l'économie, mais en se rappelant qu'elles doivent être assumées non seulement par la société mais par l'État également. Et cela pose un nouveau problème avec l'État. »²²

En accord avec cela, l'agroécologie permet de surmonter bon nombre des dichotomies qui renforcent la division sexuelle du travail dans l'ensemble du système alimentaire, et qui rendent invisible le travail des femmes.²³

Dans une perspective féministe de l'économie, l'un des défis pour une économie qui mette la vie au centre est de considérer que « les femmes consolident l'économie et apportent plus que des questions sociales au programme transformateur. C'est-à-dire que les femmes, en plus de représenter les personnes opprimées qui dénoncent l'oppression, l'exclusion et l'exploitation, construisent la réalité au moyen de diverses pratiques économiques, au milieu de l'injustice et de la discrimination. Ces pratiques économiques tiennent compte des rapports entre la vie et la possibilité de transformer le système économique. Ces rapports sont clés pour déterminer la voie vers la transformation et dresser la feuille de route vers la récupération. »²⁴

Les pratiques agroécologiques offrent aux personnes la possibilité de s'adonner à des tâches productives dans des conditions plus favorables à la justice de genre et à l'autonomie pour les personnes LGBTQ+, que ce soit dans la production agricole familiale, autochtone et rurale, ou dans les coopératives de travail. Par conséquent, cette approche de l'agroécologie et du féminisme est également liée à la promotion des économies féministes.

« Nous savons que le seul système juste et respectueux de l'environnement est l'agroécologie, et qu'il implique aussi que les femmes puissent y participer. De graves problèmes d'inégalité sont enracinés dans le capitalisme et le patriarcat que nous voulons démanteler. Nous voulons l'égalité et l'équité pour tous. Nous voulons que les femmes fassent partie d'un système de production plus juste, pour qu'elles puissent prendre leurs propres décisions qui finiront par les avantager, elles et leurs communautés. Car la justice environnementale n'est pas possible sans la justice de genre, et la justice de genre n'est pas possible sans la participation des femmes. Cette notion est fondamentale pour comprendre les rapports entre les divers systèmes d'oppression. »

Rita Uwaka, Environmental Rights Action/Amis de la Terre Nigeria.

L'analyse traditionnelle de la production d'aliments (qu'elle soit agroécologique ou industrialisée) a réduit la terre, les femmes en tant qu'épouses des agriculteurs, les animaux et la nature à des facteurs de production dans un « processus de production masculin »,²⁵ traduisant ainsi leur valeur en des termes purement économiques. Pour que ce processus fonctionne, les femmes, le bétail et la nature sont traités comme des machines qu'il faut optimiser pour maximiser la productivité, ce qui a mené à la surexploitation et au mépris de leur valeur intrinsèque.

Dans ce sens, on recommande de considérer, dans les projets et les plans futurs de la fédération ATI, de quelle manière on pourrait rendre plus visibles les diversités de genre et les communautés LGBTQ+, afin d'intégrer une vision féministe plus large à notre système alimentaire.

LES POINTS DE CROISEMENT DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET DE LA JUSTICE DE GENRE : REVENDICATIONS ET RECOMMANDATIONS FONDÉES SUR LES EXPÉRIENCES DES ORGANISATIONS MEMBRES DES AMIS DE LA TERRE INTERNATIONAL

D'après le rapport sur les inégalités publié par Oxfam International (2020),²⁶ les femmes des communautés rurales et des pays à faible revenu consacrent jusqu'à 14 heures par jour à des tâches de soins non rémunérées, cinq fois plus que les hommes des mêmes communautés. Ces statistiques ont de graves répercussions quotidiennes pendant toutes les étapes de la vie : sur l'éducation, le travail, l'autonomie économique, l'autonomie sexuelle et reproductive et sur le temps disponible pour des activités culturelles, sociales ou militantes.

Si nous voulons changer le système, nous devons lutter aussi pour démanteler le patriarcat.

« En tant que fédération issue de la base et luttant pour l'environnement et la justice sociale, Amis de la Terre considère que le changement de système est crucial pour la transformation de nos sociétés. Nous reconnaissons que la justice de genre et le démantèlement du patriarcat sont essentiels à la réalisation de ce changement transformateur. En d'autres termes, nous sommes convaincus que notre vision de la justice sociale et environnementale ne deviendra réalité que si nous remettons en question et que nous démantelons les systèmes d'oppression qui œuvrent ensemble à la concentration du pouvoir dans nos sociétés, par l'exploitation de nos corps, de notre travail, de nos territoires et de la nature. Il s'agit de systèmes d'oppression fondés sur le patriarcat, le classisme, le capitalisme, le racisme, le néocolonialisme et l'hétéronormativité. Nous affirmons que le féminisme populaire et anticapitaliste est un outil essentiel pour parvenir à l'égalité, à la justice entre les sexes et, en définitive, au changement de système. »²⁷

Il est essentiel pour les Amis de la Terre International d'aborder cette lutte avec nos camarades de la Marche mondiale des Femmes et de La Via Campesina, qui ont de l'expérience dans le travail orienté par le féminisme.

L'une des principales revendications des régions, que nous avons apprise et pratiquée avec le mouvement féministe dans le monde entier, consiste à prendre en compte le travail non rémunéré que font les femmes, en particulier le travail domestique et de soins, l'agriculture et la production d'aliments. Nous devons réorganiser ce travail et en partager la responsabilité entre les hommes, les femmes et l'État.

« le travail non rémunéré des femmes est crucial pour l'accumulation capitaliste. Alors, faut-il payer pour le travail domestique, pour le soin de nos familles et de nos communautés, de nos peuples et territoires ? Nous comprenons pourquoi les féministes ont toujours réclamé qu'il en soit ainsi, mais ce que nous voulons c'est une transformation de l'économie, qui reconnaisse que le travail de soins est fondamental

pour le système, pour la vie de tous les êtres humains et pour la survie des peuples et des communautés, et qui réorganise ce travail pour en partager la responsabilité entre les hommes, les femmes et l'État. C'est pourquoi, au moment de proposer des alternatives et des solutions en tant que fédération, nous pensons que tous nos programmes doivent intégrer la demande de reconnaître que le travail de soins est un véritable travail, d'en apprécier la valeur et de le réorganiser dans nos sociétés, comme nous l'avons appris avec le mouvement féministe », en œuvrant pour des rapports de genre plus équitables, y compris dans les tâches concernant la reproduction de la vie.

Celia Alldridge, ex-facilitatrice du Groupe de travail sur la justice de genre et le démantèlement du patriarcat des Amis de la Terre International.

« Il est fondamental que l'apport que font les femmes en mettant la vie au centre de l'économie nationale soit considéré comme faisant partie de l'analyse économique que l'on fait dans nos pays. On dit souvent que le thème principal est la macroéconomie, mais il est urgent de faire une analyse dans la perspective de l'économie féministe. »

Silvia Quiroa, CESTA/Amis de la Terre El Salvador.

« Quand on se rend dans un hôpital (au Nigeria, comme dans la plupart des pays africains), on constate que 90% des personnes qui accompagnent les malades et s'en occupent sont des femmes. »

Mariann Bassey, coordinatrice du programme Souveraineté alimentaire, Amis de la Terre Nigeria et Afrique.

« Il est essentiel de documenter et de mettre en avant la lutte des femmes pour les biens indispensables à la vie, et de considérer le travail domestique et de soins comme faisant partie de la contribution des femmes aux économies nationales. Cela devrait figurer dans l'analyse des systèmes de soins d'un pays. Jusqu'à présent, l'analyse s'est centrée surtout sur la macroéconomie : combien gagnent les pays, les entreprises, les institutions pour l'exportation ou l'importation de produits ? Il est temps de faire une analyse des microéconomies, avec une perspective d'économie féministe qui comprenne les familles et le rôle fondamental que jouent les femmes. Cela doit faire partie de la discussion sur l'économie des soins. »

Silvia Quiroa, CESTA/Amis de la Terre El Salvador.

La liberté économique et le modèle d'émancipation économique imposé par le marché capitaliste est un modèle périmé fondé sur l'extraction de la vie, des corps, des ressources. Nous luttons pour l'émancipation des peuples.

« Les femmes sont présentes dans le système de production d'aliments, mais il est encore exceptionnel qu'elles y participent activement en recevant des subsides et des subventions, ou qu'elles possèdent des terres. En Serbie, par exemple, les femmes sont propriétaires de 30% seulement des terres agricoles. Pour que la souveraineté alimentaire soit une réalité chez nous, nous devons employer tous les outils et toutes les méthodes qui rendent les femmes plus fortes, qui garantissent que leurs demandes et leurs besoins sont satisfaits jour après jour, et que leur travail est respecté. »

Ivana Kulic, CZZS/Amis de la Terre Bosnie-Herzégovine.

L'accès à l'eau, à la terre et aux semences, sans discrimination et sans que les entreprises imposent ce qu'il faut cultiver ou comment le faire, fait partie des revendications de notre fédération.

La participation des femmes à tous les niveaux est essentielle : « Elle est bien plus qu'un quota, et l'enjeu est de garantir qu'elles auront la possibilité de participer, par exemple en prévoyant des services de crèche pour que celles qui ont des enfants ne perdent pas leur place », dit Leticia Paranhos. Nous devons déterminer comment nous voulons que soit considérée la contribution des femmes aux processus de développement et de durabilité de nos organisations, de nos peuples et de nos pays, en visant à assurer leur participation et leurs rôles dans tout le processus de prise de décisions.

Il est nécessaire aussi de reconnaître la contribution des femmes à la conservation des semences indigènes, un patrimoine culturel qui soutient la vie : « La manière dont nous avons pris soin des semences, des territoires, de biens aussi essentiels que l'eau et la terre : tout ceci doit faire partie de notre vision », a dit Silvia Quiroa.

Les femmes sont particulièrement touchées par l'accaparement de terres et par les actions délictueuses souvent commises par des conglomérats d'entreprises transnationales, de connivence avec des gouvernements et des organisations criminelles. Nous devons être en alerte et mettre en place des stratégies collectives, régionales et internationales pour faire face à la criminalisation systématique que subissent les femmes qui défendent les peuples, les territoires et les biens communs.

Les luttes des femmes fondées sur le féminisme paysan, populaire et anticapitaliste prétendent également modifier les visions patriarcales et coloniales de la propriété collective et communautaire de la terre, afin d'obtenir qu'elle soit partagée équitablement entre les hommes et les femmes qui la travaillent, à titre individuel ou collectif.

« Parmi les propositions concrètes figurent la promotion d'une participation équitable des hommes et des femmes à toutes les étapes de la production et la distribution d'aliments, l'établissement de systèmes d'alerte lorsque, pour des raisons culturelles, on dévalorise les activités accomplies surtout par des femmes (comme la conservation et la reproduction de semences indigènes et paysannes) et, inversement, lorsqu'on surévalue les activités publiques (comme la vente) auxquelles les hommes participent plus souvent que les femmes. »

Ivana Kulic, CZZS/Amis de la Terre Bosnie-Herzégovine.

Parmi les revendications figure aussi l'adoption d'un large éventail de politiques publiques qui visent à alléger la charge de travail de soins réalisé par les femmes, et que celles-ci reçoivent de l'aide pour pouvoir exercer un contrôle plus grand sur la chaîne économique et productive, y compris sur la vente de leurs produits sur les marchés, afin de renforcer leur autonomie économique.

Les femmes du monde entier se heurtent à des problèmes nombreux et complexes par suite du système capitaliste et patriarcal d'exploitation et de domination. Nous devons continuer de nous battre pour transformer cette réalité, pour freiner l'offensive extractiviste néoconservatrice qui cherche à favoriser l'enrichissement d'une minorité en exploitant le travail des femmes et nos territoires, et en violant les droits collectifs des peuples.

ÉRADIQUER LE PATRIARCAT (Y COMPRIS) DANS LA CONSTRUCTION DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

DÉCEMBRE | 2021

Les femmes font entendre leurs voix pendant la Marche pour le climat, lors de la CdP 25 de la CCNUCC à Madrid.
© Babawale Obayanju



NOTES

- 1 Déclaration de Nyéléni (2007). Déclaration du Forum mondial sur la souveraineté alimentaire, Nyéléni. <https://nyeleni.org/spip.php?article286>.
- 2 La Via Campesina (2018). *Soberanía alimentaria YA, una guía detallada*. <https://viacampesina.org/es/soberania-alimentaria-ya-una-guia-detallada>
- 3 Amis de la Terre International (ATI) (2011). *Les femmes et la souveraineté alimentaire : les voix des femmes rurales du sud*. <https://www.foei.org/wp-content/uploads/2011/07/les-femmes-et-la-souverainete-alimentaire.pdf>.
- 4 Mécanisme de la société civile et des peuples indigènes (MSC), 2019. *Sans le féminisme il n'y a pas d'agroécologie*. https://www.csm4cfs.org/wp-content/uploads/2019/10/MSC-Agroecologie-et-Feminism-Septembre-2019_compressed.pdf.
- 5 Bulletin de Nyéléni (2011). *Femmes et Souveraineté Alimentaire*, numéro 6, septembre 2011, <https://nyeleni.org/spip.php?rubrique135>.
- 6 Bulletin de Nyéléni (2019). *L'Agroécologie, véritable innovation réalisée par et pour les peuples*, numéro 36, avril 2019, <https://nyeleni.org/spip.php?rubrique203>
- 7 Amis de la Terre International (ATI) (2011). *Les femmes et la souveraineté alimentaire : les voix des femmes rurales du sud*. <https://www.foei.org/wp-content/uploads/2011/07/les-femmes-et-la-souverainete-alimentaire.pdf>.
- 8 Nansen, K. (2020). *Economía feminista y ambientalismo. Amigos de la Tierra Internacional, Marche mondiale des Femmes, Red Latinoamericana Mujeres Transformando la Economía*. <https://www.foei.org/wp-content/uploads/2020/11/ATI-MMM-REMTE-economia-feminista-y-ambientalismo-Esp-PAGES.pdf>.
- 9 Ibid.
- 10 FAO (2017). *Atlas de la mujer rural en América Latina y el Caribe*. <http://www.fao.org/3/a-i7916s.pdf>.
- 11 ONU Femmes (2018). *Connaitre les faits : Les femmes et les filles rurales*. <https://www.unwomen.org/fr/digital-library/multimedia/2018/2/infographic-rural-women>.
- 12 Ibid.
- 13 Acción por la Biodiversidad. (2020). El impacto del modelo del agronegocio en las mujeres. Lucha por la tierra y defensa de las semillas. En *Atlas del Agronegocio transgénico en el Cono Sur. Monocultivos, resistencias y propuestas desde los pueblos* (pp. 129-138). <http://www.biodiversidadla.org/Atlas/Capitulo-13-El-impacto-del-modelo-del-agronegocio-en-las-mujeres.-Lucha-por-la-tierra-y-defensa-de-las-semillas>.
- 14 Mécanisme de la société civile et des peuples indigènes (MSC), 2019. *Sans le féminisme il n'y a pas d'agroécologie*. https://www.csm4cfs.org/wp-content/uploads/2019/10/MSC-Agroecologie-et-Feminism-Septembre-2019_compressed.pdf.
- 15 ONU Femmes (2018). *Connaitre les faits : Les femmes et les filles rurales*. <https://www.unwomen.org/fr/digital-library/multimedia/2018/2/infographic-rural-women>.
- 16 Acción por la Biodiversidad. (2020). El impacto del modelo del agronegocio en las mujeres. Lucha por la tierra y defensa de las semillas. En *Atlas del Agronegocio transgénico en el Cono Sur. Monocultivos, resistencias y propuestas desde los pueblos* (pp. 129-138). <http://www.biodiversidadla.org/Atlas/Capitulo-13-El-impacto-del-modelo-del-agronegocio-en-las-mujeres.-Lucha-por-la-tierra-y-defensa-de-las-semillas>.
- 17 ERA – AT Nigeria (2008). *Fact Sheet: Harmful gas in Nigeria*. http://www.eraaction.org/publications/ei_toxicflares.pdf.
- 18 Mécanisme de la société civile et des peuples indigènes (MSC), 2019. *Sans le féminisme il n'y a pas d'agroécologie*. https://www.csm4cfs.org/wp-content/uploads/2019/10/MSC-Agroecologie-et-Feminism-Septembre-2019_compressed.pdf.
- 19 Amis de la Terre International (ATI) (non daté). *Ce que nous faisons. La justice de genre et le démantèlement du patriarcat*. <https://www.foei.org/fr/ce-que-nous-faisons/justice-de-genre-demantèlement-patriarcat>.
- 20 Herrero, Y. (2015). *Apuntes introductorios sobre el Ecofeminismo. Boletín de recursos de información n° 43*. Centro de Documentación Hegoa. <http://boletin.hegoa.ehu.es/mail/37>.
- 21 Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition. (2019) *Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition, numéro 11 : Le pouvoir des femmes dans la lutte pour la souveraineté alimentaire*. <https://www.righttofoodandnutrition.org/fr/le-pouvoir-des-femmes-dans-les-luttes-pour-la-souverainete-alimentaire>.
- 22 Amis de la Terre International, Marche mondiale des Femmes & Red Latinoamericana Mujeres Transformando la Economía. (2020). *La crisis de la COVID-19 y los desafíos para los movimientos desde el Sur global: tejiendo intercambios. Dans Economía feminista y ambientalismo para una recuperación justa* (pp. 10-15). <https://www.foei.org/wp-content/uploads/2020/11/ATI-MMM-REMTE-economia-feminista-y-ambientalismo-Esp-PAGES.pdf>.
- 23 Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition. (2019) *Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition, numéro 11 : Le pouvoir des femmes dans la lutte pour la souveraineté alimentaire*. <https://www.righttofoodandnutrition.org/fr/le-pouvoir-des-femmes-dans-les-luttes-pour-la-souverainete-alimentaire>.
- 24 ATI, MMF et REMTE (2020), p. 10.
- 25 Whatmore, S. (1991). *Farming women: gender, work and family enterprise*. Londres. Macmillan. 190 p. ISBN: 0 333 525469.
- 26 Oxfam (2020) Le travail de soin et la crise mondiale des inégalités. Oxfam International, janvier 2020. <https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2020/01/Rapport-Oxfam-Inegalites-2020-RESUME.pdf>.
- 27 Groupe de travail sur la justice de genre et le démantèlement du patriarcat (GT JGDP) (2020). *Pourquoi la justice de genre et le démantèlement du patriarcat ? Réflexions et témoignages de la fédération Amis de la Terre International*. https://www.foei.org/wp-content/uploads/2020/02/Pourquoi-la-justice-de-genre-et-le-demantèlement-du-patriarcat-livret_Amis-de-la-terre-international_FR.pdf.

Auteur : La rédaction de ce document a été confiée à Azul Cordo (Real World Radio). **Traduction en français :** Elena De Munno. **Correction du texte :** Elena De Munno. **Remerciements :** Le présent document a été rédigé à partir de documents préalables d'Amis de la Terre International et d'organisations alliées telles que La Via Campesina et la Marche mondiale des Femmes, et d'entretiens qu'Azul Cordo (Real World Radio) et Martin Drago (ATI) ont eus en 2019 avec Mariann Basse (ERA/AT Nigeria et AT Afrique) et avec les membres suivants du groupe de travail d'ATI sur la justice de genre et le démantèlement du patriarcat : Rizwana Hasan (BELA/AT Bangladesh), Ivana Kulic (Center for Environment/AT Bosnie-Herzégovine), Silvia Quiroa (CESTA/AT El Salvador), Rita Uwaka (ERA/AT Nigeria), Leticia Paranhos (AT Brésil et ATI), Marília de Medeiros Gonçalves (AT Brésil) et Celia Alldridge (ATI). Nous souhaitons remercier également les collègues suivants, dont les apports et les commentaires concernant aussi bien ce document que le processus de positionnement nous ont été précieux : Martín Drago, Kirtana Chandrasekaran et Celia Alldridge (ATI); Mariann Basse (ERA-AT Nigeria et AT Afrique), Marília de Medeiros Gonçalves (AT Brésil et AT Amérique latine et Caraïbes), Stanka Becheva et Annelies Schorpion (AT Europe), Prisca Pfammatter (Pronatura-AT Suisse) et Bertrand Sansonnens (Pronatura-AT Suisse et ATI). **Illustration de couverture :** Natalia Salvático, Tierra Nativa - Amis de la Terre Argentine. **Conception et mise en page :** contact@onehemisphere.se.

Publié par : Amis de la Terre International. Tous droits réservés © 2021 Amis de la Terre International.

Citation : Amis de la Terre International (2021). Éradiquer le patriarcat (y compris) dans la construction de la souveraineté alimentaire.

www.foei.org/fr

mobiliser résister transformer

Les Amis de la Terre International
Secrétariat
PO Box 19199, 1000 GD Amsterdam
Pays-Bas

tél : +31 (0)20 6221369
info@foei.org
Suivez-nous sur : twitter.com/FoEint_fr
www.facebook.com/foeint

